

# La notion de quantité en matière de sécurité

L'URSS a récemment proclamé, par la voix de Radio-Moscou en langue hébraïque, sa volonté de mettre un frein à la course aux armements au Moyen-Orient. C'est peut-être une ère nouvelle qui s'ouvre dans cette région en état de guerre perpétuelle. L'émission s'attachait à décrire l'arsenal nucléaire et chimique accumulé dans la région et insistait sur les effets terribles de ces armes dans le cas d'un conflit israélo-arabe. D'où la proposition d'une initiative des deux superpuissances en vue de freiner l'actuelle escalade entre Israël et ses voisins arabes.

Tout le monde est en effet persuadé qu'Israël possède un puissant armement nucléaire ; et d'autre part c'est un fait avéré que l'Irak et la Syrie disposent chacun d'un stock considérable d'armes chimiques. Dans ces conditions, une mise en garde émanant de l'un, ou des deux fournisseurs d'armes au Moyen-Orient, est à interpréter comme le signe que l'accumulation d'armement y a atteint un point tel que les deux pourvoyeurs ne s'en remettent plus à la sagesse et au sens des responsabilités des dirigeants de la région.

L'Union soviétique sait par expérience qu'elle ne peut guère contrôler les initiatives belliqueuses de ses satellites. De même, on a souvent vu Israël lancer une offensive contre un de ses voisins sans demander l'autorisation des États-Unis. C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles la limitation du surarmement au Moyen-Orient figure sur l'agenda des conversations bilatérales entre les États-Unis et l'URSS. On ne peut en effet écarter l'éventualité d'une nouvelle guerre au Moyen-Orient sans consultation des États protecteurs et on ne peut pas non plus feindre d'ignorer que, dans ce cas, il y aurait, de part et d'autre, recours aux armes de la guerre totale, nucléaires et chimiques. Cette prévision est de nature à

susciter les plus grandes craintes chez toute personne de bon sens et il n'y a rien d'étonnant à ce que l'Union soviétique et les États-Unis, au moment où ils réexaminent de nombreuses données de la situation internationale, expriment leur inquiétude devant l'éventualité d'un conflit israélo-arabe, connaissant à la fois l'irresponsabilité des dirigeants respectifs et les moyens de destruction dont ils disposent.

L'observateur superficiel a tendance à ne faire aucune différence entre l'emploi des armes de la guerre totale au Moyen-Orient et leur emploi au niveau de la planète. L'idée reçue est que des systèmes de détection précoce et des moyens défensifs efficaces empêcheraient les adversaires de prendre l'initiative, de crainte d'une riposte rapide et meurtrière pour l'attaquant. Mais il n'en est rien. Les adversaires en présence au Moyen-Orient ont certes les moyens de se procurer ces terribles armes d'attaque, mais ils sont incapables de se donner ces systèmes de défense et de détection précoce qui permettent d'en différer l'emploi. Dans ces conditions, l'avantage serait évidemment au premier attaquant et la tentation de frapper le premier, irrésistible. En l'absence des moyens les plus élémentaires d'appréciation de la nature des missiles lancés ou de la charge des avions en vol, toute erreur d'évaluation peut déclencher une catastrophe irrémédiable.

Bien sûr, on a commencé à rechercher des moyens de défense plus efficaces. Très récemment, les États-Unis et Israël ont conclu un accord sur un projet qui permettrait à l'État hébreu de se doter d'un missile antimissile. Ce missile porte déjà un nom : Hetz, c'est-à-dire la Flèche. Les États-Unis apportent à l'entreprise une contribution de 150 millions de dollars. Mais ce n'est là qu'un projet mineur, à réaliser dans un délai de dix ans au minimum. Il fait partie du colossal projet (la « guerre des étoiles ») qui risque fort d'être mis au rebut par le prochain gouvernement américain. Le gouverneur Dukakis a promis, certes, que le projet Hetz serait maintenu malgré le renoncement à l'IDS. Il reste à voir si ce propos n'est pas une simple promesse électorale. Mais même opérationnelle dans les dix ans promis, cette arme semble aussi coûteuse qu'inutile. Tout d'abord, l'économie israélienne chancelante ne peut pas se permettre cette dépense. Mais, ce qui est plus grave, les problèmes de détection précoce restent entiers ; et ils sont particulièrement difficiles à résoudre dans une région où les distances sont minimales pour des missiles ou des avions rapides. Et il reste le problème subsidiaire de la vérification de la nature de leur charge. Ces problèmes sont insolubles et le déploiement d'un missile antimissile serait un pur et simple gaspillage s'il ne s'accompagnait pas des autres composantes d'un système défensif efficace. En outre, on peut être certain que la Syrie, et peut-être d'autres pays arabes, suivraient l'exemple et se mettraient en quête d'un système analogue. Tout laisse penser d'ailleurs qu'ils ont déjà commencé cette recherche et que le souci soviétique de limiter les armements au Moyen-Orient a quelque chose à voir avec les démarches de la Syrie pour trouver une riposte au missile Hetz israélien.

En termes d'économie, cette escalade de l'armement au Moyen-Orient confine

à la folie. Les adversaires se sont lancés dans une compétition qui, si nul n'intervient, mène au suicide : suicide économique si cet arsenal reste inemployé, suicide réel s'il venait à servir. C'est la même logique qui préside à toute cette folie et qui est la suivante : si on accepte pour principe que la relation — présente et à venir — entre Juifs et Arabes ne peut être qu'une relation d'hostilité, le souci d'être militairement supérieur à l'autre n'est plus un objectif raisonné et constamment remis en question mais devient une véritable obsession. On sait que, depuis le traité de paix israélo-égyptien, la Syrie cherche à atteindre une « parité stratégique » avec Israël. Concept obscur, impossible à définir. Cela veut-il dire que la Syrie devrait pouvoir résister à elle seule à une agression israélienne, ou qu'elle devrait à elle seule pouvoir battre Israël ? C'est en tout cas la seconde interprétation que choisit Israël, qui constamment mesure ses propres forces à celles de la Syrie, spéculé sur l'avancée de la Syrie par rapport à son objectif déclaré et se demande ce qui se passerait si la Syrie croyait l'avoir atteint. Aussi, Israël est-il en proie à l'obsession de déjouer le projet syrien et de rester le plus fort. Mais le plus fort, jusqu'à quel point ? Car pour faire bonne mesure, Israël ajoute au potentiel syrien toutes les forces théoriquement mobilisables dans les autres pays arabes, y compris l'Irak, la Jordanie, l'Arabie saoudite, etc. Même l'Égypte fait figure d'allié possible du camp arabe contre Israël. Dans ce calcul entrent toutes les forces arabes, quelles que soient les circonstances politiques ou autres. La Syrie et Israël se trouvent pris dans un cercle vicieux. Aucun argument ne peut persuader ni l'un ni l'autre de relâcher la tension, d'évaluer plus froidement leurs points forts et leurs faiblesses respectifs, sans même parler d'adopter d'autres priorités. D'où les difficultés des économies israélienne et syrienne. Ni l'un ni l'autre de ces pays ne veut envisager une modification de leurs relations. Ni l'un ni l'autre n'est prêt à consacrer le moindre investissement à la recherche d'un autre type de relations.

Cette situation ne peut que susciter une profonde inquiétude chez des témoins capables d'imaginer un comportement totalement différent, qui ne comporterait pas de risques plus graves pour l'existence des deux pays, qui rendrait la vie plus facile dans l'immédiat et plus prometteuse pour l'avenir. Face au danger que la course aux armements fait courir non seulement aux populations de la région mais à l'humanité tout entière, un accord entre les deux superpuissances en vue d'y mettre un frein est sans doute le seul espoir concret d'éviter une catastrophe au Moyen-Orient.

On peut suivre l'évolution des relations israélo-arabes depuis la guerre de 1967. D'une situation où il y avait place pour une réflexion et une politique rationnelles, on est arrivé à celle d'aujourd'hui, où l'irrationnel l'emporte. Du côté israélien, cette transformation est évidemment liée au rêve de Grand Israël. On a balayé une situation qui avait de bonnes chances de durer et de devenir un *modus vivendi* acceptable ; égaré par une illusion, on a voulu construire un autre régime fondé sur la coercition et le mépris de l'histoire, dirigé par une minorité. Cette ambition

grandiose a privé Israël de la faculté de vivre avec sang-froid une situation d'hostilité concrète ou potentielle. Israël avait eu le talent de vivre de ses propres ressources, et voilà qu'il dépend maintenant complètement d'une aide extérieure. On ignore souvent que le besoin de l'aide étrangère, d'un montant annuel de 8 milliards de dollars, est un phénomène relativement récent, qui date de 1974. Jusque-là, l'aide américaine à Israël était pratiquement inexistante. La seule source de financement étranger était alors l'Allemagne qui, au titre des réparations, versa environ 1 milliard de marks, sur une période de douze ans. Ce fut un apport important pour l'économie israélienne, mais ces sommes ne firent jamais partie intégrante du budget israélien de défense ou d'expansion. Cet argent contribua à la fabuleuse croissance économique israélienne, qui atteignit un taux d'environ 10 % par an avant la guerre de 1967, sans en être la cause principale. La vitalité économique d'Israël était due surtout à l'ingéniosité, à la sobriété, à la capacité de travail des Israéliens. On retrouvait ces mêmes traits dans la façon de traiter des problèmes de défense. Israël y consacrait alors 10 % de son PNB, et cela lui suffisait. Or, depuis la guerre de 1967, le budget israélien de défense n'est jamais inférieur à 25 % du PNB et atteint parfois 30 %.

On connaît assez bien les principes de la pensée stratégique israélienne dans les vingt premières années de l'État. Le potentiel militaire était maigre et il fallait le ménager. Les formations combattantes étaient organisées et entraînées en vue de mouvements rapides, d'actions d'attaque, surtout de nuit, car alors l'initiative et l'ingéniosité peuvent compenser l'infériorité numérique. L'essentiel était de remporter la victoire rapidement. Peu importait que le matériel fût de tel ou tel modèle, plus ou moins perfectionné ; l'important était qu'il pût servir dans des situations imprévisibles. Selon ces principes, Israël créa une armée à la mesure de ses ressources économiques capable d'assurer sa sécurité en cas de besoin.

La transformation fut très rapide, entre 1967 et 1973, comme le montra la guerre d'Octobre. La rapidité d'action fit place à de lourds combats, à ce point qu'une opération de trois semaines se termina sans résultat. La guerre de 1967 avait montré l'avantage politique d'une campagne rapide et décisive. La nouvelle stratégie ne permettait pas les mêmes succès, comme on devait le voir dans les mois et les années qui suivirent cette guerre. On vit aussi au cours des deux invasions du Liban de 1978 et de 1982 que rien n'avait changé depuis 1973, bien au contraire. Les forces d'invasion de 1982 étaient le double, en effectif, de celles déployées en 1967, mais leur efficacité était faible comme on put le constater à Aïn al-Héloué et Sultan Ya'qub. Il était évident qu'avec son accroissement numérique et l'américanisation de son armement, l'armée israélienne avait aussi acquis une mentalité de grande puissance. Après deux ans et demi de présence au Liban, elle se retira sans avoir accompli grand-chose et dut confier le contrôle de la « zone de sécurité » du Sud-Liban à une bande de mercenaires, de renégats libanais. Il était clair que l'action de l'armée laissait à désirer et que le budget du ministère de la défense, énorme par rapport à celui de 1967, assurait relativement

moins bien la sécurité. Mais l'argument restait que des problèmes de sécurité beaucoup plus graves justifiaient cet important budget.

On entend souvent dire que les territoires acquis en 1967 donnent à Israël une plus grande sécurité ; mais, les dépenses militaires sont de deux fois et demie à trois fois supérieures à ce qu'elles étaient avant l'occupation : c'est une contradiction qui demande une explication. Et l'explication est que, depuis la guerre de 1967, Israël se sent plus isolé, que sa peur de voir les Arabes s'unir pour instaurer un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza est devenue paranoïa. Depuis lors, la pensée politique de tous les gouvernements israéliens a été dominée par le sentiment de vivre un état de siège. Eizer Weizman disait récemment qu'Israël vivait, en esprit, dans un ghetto. Cette image a le mérite de rattacher la situation actuelle au passé des juifs, qui sans aucun doute joue un rôle important dans la psychologie israélienne. Mais cela n'explique que, partiellement, cette étonnante transformation d'un peuple sûr de lui, sensé, qu'était l'Israël d'avant 1967, en un peuple frappé de panique — transformation qui commença peu après la guerre et modifia si rapidement l'attitude israélienne.

Naturellement, c'est une modification qui n'affecte pas les esprits sérieux en Israël. Pour l'expliquer, il faudrait certainement rappeler l'histoire juive, la psychologie du sionisme, le courant messianique dans la pensée juive, etc. Mais on constate un résultat concret : la classe dirigeante israélienne s'est mise dans une situation telle qu'une grande part de son pouvoir de décision appartient désormais aux États-Unis. Actuellement, cette dépendance apparaît comme un résultat de l'« entente stratégique » entre les deux gouvernements. Mais en fait, cette « entente » sert très bien les intérêts américains, alors qu'Israël en recueille beaucoup moins d'avantages que ne veulent le croire nombre d'Israéliens. Prenons le cas de l'aide financière, souvent considérée comme une manifestation de la générosité américaine envers Israël. Cette aide se compose de deux parties : une assistance militaire de 2 milliards de dollars environ par an ; une aide économique de 1,3 milliard par an. Impossible de savoir sur quels critères le montant de l'assistance militaire a été décidé. Mais il semble bien que cela réponde tout simplement au désir du Congrès américain d'assurer un certain niveau de commandes à l'industrie d'armement américaine ; en effet, tout l'armement qui relève du budget d'assistance doit obligatoirement être acheté aux États-Unis. En outre, l'assistance militaire américaine fixe le montant du budget de défense israélien, puisque, en pratique, elle implique que, pour 1 dollar d'aide, Israël doit investir 2 dollars de son propre budget. C'est pourquoi ce budget est maintenant de 6 milliards de dollars, soit 25 % du PNB (ou 25 % du budget total, qui est égal au PNB). Une conception militaire plus raisonnable fixerait le budget de défense à 3 milliards de dollars au maximum ; c'est ce qui est en fait nécessaire, étant donné qu'au Moyen-Orient la guerre est une éventualité toujours présente.

En ce qui concerne l'aide économique, elle sert en partie à rembourser les dettes contractées auprès des banques américaines — qui ont servi surtout à des achats

d'armes — et en partie à financer les implantations de colonies dans les Territoires occupés. Ce dernier chapitre de dépense est illégal aux yeux de la loi américaine, mais les autorités préfèrent fermer les yeux sur ces irrégularités. Il est bien clair qu'Israël vivrait mieux sans l'assistance américaine qui lui impose un budget de défense hors de proportion avec ses besoins réels et qui encourage sa politique expansionniste en fournissant des fonds qu'il ne trouverait pas ailleurs.

Un simple examen, même aussi rapide que celui-ci, montre combien la pensée stratégique israélienne est incohérente. Les principes sur lesquels elle repose sont peu convaincants et semblent un pot-pourri d'idées sans lien entre elles, accumulées pour plaider une seule thèse : menacé par de grands dangers, Israël doit conserver les Territoires occupés et empêcher toute solution du problème palestinien. Il paie cette erreur un prix exorbitant, il encourt des dangers de plus en plus nombreux année après année, son isolement sur la scène internationale s'aggrave. Il semble maintenant que l'inquiétude internationale devant une situation moyen-orientale qui pourrait échapper à tout contrôle risque de placer la région sous la tutelle des grandes puissances, ce qui ne sera guère à l'avantage d'Israël. La décision va peut-être échapper aux forces locales en présence ; la division de la région en zones d'influence en fera sans doute un lieu anodin, où les véritables problèmes locaux resteront sans solution.

**Mattityahu PELED**  
Membre de la Knesset,  
Liste progressiste pour la paix.